

Les autorités malgaches et la mission du FMI parviennent à un accord de principe sur un appui financier au titre de la Facilité de Crédit Rapide et sur un Programme de Référence.

Dépêche Orange – 22/09/15

Une équipe des services du Fonds Monétaire International (FMI), conduite par M. Marshall Mills a visité Antananarivo, Madagascar, du 9 au 23 septembre 2015 et est parvenue à un accord de principe avec les Autorités Malgaches sur un programme de réformes qui pourrait être soutenu par la Facilité de Crédit Rapide (FCR) du FMI, jumelée avec un Programme de Référence de 6 mois. Sous réserve de l'approbation de la Direction Générale du FMI, un accord de principe concernant le décaissement de la FCR devrait être soumis à l'examen du Conseil d'administration de l'institution au mois de Novembre 2015. Au titre de l'accord de FCR, Madagascar aura accès à un montant pouvant atteindre 30,55 million de DTS (environ 47,4 million USD).

L'équipe a rencontré le Président Hery Rajaonarimampianina, le Premier Ministre Jean Ravelonarivo, le Ministre des Finances et du Budget Gervais Rakotoarimanana, le Ministre de l'Économie et de la Planification Herilanto Raveloharison, le Gouverneur de la Banque Centrale Alain Rasolofondraibe, le Conseiller Economique du Président Léon Rajaobelina, ainsi que d'autres hauts responsables, des représentants du secteur privé et des partenaires au développement.

À la fin de la mission, M. Mills a fait la déclaration suivante :

« Les Autorités Malgaches et la mission du FMI sont parvenues à un accord de principe sur un ensemble de politiques économiques et structurelles visant à renforcer les progrès accomplis depuis l'approbation de la précédente FCR par le Conseil d'Administration du FMI au mois de Juin 2014. Ces politiques ont pour objectifs de maintenir la stabilité macroéconomique, d'améliorer la soutenabilité budgétaire et de la balance de paiements, ainsi que de renforcer davantage les capacités de l'administration. À moyen terme, le défi clé sera de continuer à assurer une croissance forte, durable, favorable aux plus pauvres pour contribuer à renverser la détérioration des indicateurs de développement. Il faudra pour cela un investissement accru dans des infrastructures essentielles, une amélioration de la gouvernance et du climat des affaires ainsi qu'un renforcement des politiques de développement social, tels que reflétés dans le Programme National de Développement, la Stratégie Nationale pour la Protection Sociale et la Stratégie Nationale de Lutte Contre la Corruption.

« L'environnement économique demeure difficile. La reprise économique qui a débuté en 2014 n'a pas pu s'accélérer en raison d'une série de chocs et de faiblesses structurelles profondément enracinées. Selon les prévisions, la croissance devrait atteindre 3,2 pourcent en 2015, avec une inflation maintenue à 7,9 pourcent en fin de période. La forte baisse des prix des matières premières limitera les recettes minières, alors que l'investissement privé restera faible dans le contexte d'un climat des affaires peu incitatif. Le tourisme a été freiné par les difficultés qu'a connues Air Madagascar, tandis que des coupures de courant récurrentes de la JIRAMA, l'entreprise de service public, continueront de peser sur l'activité économique.

« Deux objectifs clé du programme des Autorités, visant à soutenir un programme de développement à moyen terme, sont d'une part, à augmenter les recettes de l'Etat et d'autre part, à améliorer l'efficacité des dépenses publiques. Ces objectifs sont reflétés dans les grandes lignes du budget 2016 telles qu'elles ont été discutées avec les Autorités. De nouvelles mesures ayant pour but de renforcer l'administration fiscale seront concentrées sur un meilleur respect des obligations et de la loi, une meilleure prévention des cas de fraude, la réduction des exonérations fiscales et douanières et la problématique du large secteur informel. Pour améliorer la qualité des dépenses, les Autorités ont l'intention, entre autres, d'arrêter les subventions au prix à la pompe des produits pétroliers et de continuer à assainir les fichiers de salaire de l'Etat. Dans le but de maîtriser les transferts aux entreprises publiques, les Autorités, avec le soutien de la Banque Mondiale, continueront de travailler sur les problèmes rencontrés par la JIRAMA et Air Madagascar. Avec l'assistance technique du FMI, les Autorités développeront également un cadre de suivi des arriérés et la poursuite de leur remboursement.

« La Banque Centrale de Madagascar a récemment pris des mesures pour assurer le bon fonctionnement et la transparence du marché de changes. Ainsi, elle a cessé les opérations de rachat, éliminant l'écart (qui était de 8 pourcent au début du mois de Septembre) entre le cours moyen pondéré du Marché Interbancaire de Devise (MID) et le taux du marché. Le taux du marché est resté généralement stable. L'approbation du projet des nouveaux statuts de la Banque Centrale améliorera la gouvernance ainsi que l'indépendance de cette dernière.

« Sur la base de ces politiques macroéconomiques et structurelles, les Autorités malgaches et le FMI sont convenus, de surcroît, d'un Programme de Référence, couvrant la période allant jusqu'à fin Mars 2016. La mise en œuvre réussie de ce Programme consolidera la stabilité et la viabilité économique et financière de Madagascar et

contribuera à catalyser l'aide extérieure. Elle jettera les bases d'un accord au titre de la Facilité Elargie de Crédit (FEC).

« La mission saisit cette opportunité pour remercier les Autorités Malgaches pour leur franche collaboration et les discussions constructives. »

Source : <http://www.orange.mg/actualite/facilite-credit-rapide-474-millions-usd-bientot-decaisses>